

# Le Radical

I . Le Radical. 1893-04-24.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



# LE RADICAL

REDACTION : rue Montmartre, 142, et rue du Croissant, 19  
 Adresser lettres et réclamations concernant la rédaction à  
**M. Victor SIMOND**  
 DIRECTEUR

Rédacteur en chef : **Henry MARET**

Les Annonces sont reçues chez M. L. AUDOUIN et C<sup>o</sup>, 10, place de la Bourse  
 et à l'ADMINISTRATION DU JOURNAL  
 ABONNEMENTS : Trois mois, 1 fr. — Six mois, 1 fr. 50. — Un an, 2 fr. 50.  
 Envoi par la poste en France, en Algérie, en Tunisie, en Italie, en Espagne, en Grèce, en Roumanie, en Serbie, en Bulgarie, en Hongrie, en Autriche, en Prusse, en Russie, en Turquie, en Perse, en Indes, en Chine, en Japon, en Corée, en Sibirie, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Océanie.  
 Adresser lettres et mandats concernant l'administration, 19, rue du Croissant  
 AU SOUS-DIRECTEUR

## Les Elections Municipales du 23 avril

### SCRUTIN DE BALLOTAGE

#### NOS CANDIDATS

**1<sup>er</sup> Arrondissement**  
 Quartier Saint-Germain-l'Auxerrois  
**GIBERT**, conseiller sortant.  
 Quartier du Palais-Royal  
**MEZET**, conseiller sortant.

**2<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier du Mail  
**BELLAN**.

**3<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier Sainte-Anne  
**LOUIS FURET**.

**4<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier de l'Armand  
**CH. VAUDET**, conseiller sortant.  
 Quartier Saint-Merri  
**OPPORTUN**, conseiller sortant.  
 Quartier Saint-Gervais  
**PIPERAUD**, conseiller sortant.

**5<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier de la Sorbonne  
**BESCHAMPS**, conseiller sortant.  
 Quartier du Jardin-des-Plantes  
**COLLIN**, conseiller sortant.  
 Quartier du Val-de-Grâce  
**LAMPE**, conseiller sortant.

**6<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier du Gros-Cailleur  
**ANSENE LOVIN**, conseiller sortant.

**7<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier Saint-Georges  
**STIEPEY**, conseiller sortant.

**8<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier Saint-Vincent-de-Paul  
**VILLAIN**, conseiller sortant.

**9<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier de la Chapelle  
**LONGUET**, conseiller sortant.  
 Quartier de la Vierge-Mirameau  
**RETTIG**, conseiller sortant.

**10<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier Saint-Marguerite  
**ERNEST LESAGE**.

**11<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier de la Madeleine  
**LYON-ALBARE**, conseiller sortant.  
 Quartier du Bel-Air  
**BONNET**.

**12<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier de la Salpêtrière  
**MORANE**, conseiller sortant.  
 Quartier de la Gare  
**NAVARRÉ**, conseiller sortant.  
 Quartier de la Nation-Blanche  
**BOUSSELLE**, conseiller sortant.

**13<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier de la Plaine  
**JEANON**.

**14<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier Saint-Lambert  
**DELBOUR**, conseiller sortant.  
 Quartier de la Chapelle  
**BANNEY**, conseiller sortant.  
 Quartier de la Gare  
**ALPHONSE HUMBERT**, conseiller sortant.

**15<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier de la Madeleine  
**DE BOUILLER**.

**16<sup>e</sup> Arrondissement**  
 Quartier de la Madeleine  
**DELIGNY**, conseiller sortant.  
 Quartier de la Madeleine  
**SAINT-LANNE**.

## 17<sup>e</sup> Arrondissement

Quartier des Ternes  
**PAUL VIGIER**, conseiller sortant.  
 Quartier des Batignolles  
**CLAIRY**.

## 18<sup>e</sup> Arrondissement

Quartier des Grands-Carrières  
**PROSPER GROS**, conseiller sortant.  
 Quartier de la Goutte-d'Or  
**HEPPENHEIMER**, conseiller sortant.  
 Quartier de Clignancourt  
**BOUANEY**, conseiller sortant.  
 Quartier de la Chapelle  
**BOLL**, conseiller sortant.

## 19<sup>e</sup> Arrondissement

Quartier du Pont de Flandre  
**CH. AUBAY**, conseiller sortant.  
 Quartier d'Anvers  
**CATTIAUX**, conseiller sortant.

## 20<sup>e</sup> Arrondissement

Quartier Saint-Pierre  
**BETTES**, conseiller sortant.

## AUX URNES!

Dimanche dernier, Paris, consulté à la fois dans tous ses collèges électoraux, a signifié d'une façon très précise aux agitateurs qu'il n'entend point se laisser troubler dans sa besogne républicaine par les manœuvres, pourtant habiles, de la réaction toujours prête et toujours unie quand il s'agit d'attaquer la « Gueuse ».

Il a donc crânement les ennemis de Paris, et on ne peut pas leur reprocher d'avoir été scrupuleux de conscience. Pour battre l'adversaire, ils n'ont rien négligé, ni l'argent, ni la calomnie. Ils ont dépensé sans compter. Ils n'ont pas cessé un instant d'avoir présent à l'esprit le précepte éternel par excellence : « La fin justifie les moyens ».

Pas un n'a dit qu'il était monarchiste et qu'il était disposé à mettre tout en œuvre pour renverser le gouvernement établi. En ont-ils assez joué, au contraire, du « gouvernement établi » ?

Il ne veulent point discuter la forme du gouvernement, puisque le suffrage universel a eu l'idée de se prononcer pour la forme républicaine. Ils ne demandent qu'à respecter cette forme — surtout si on veut les laisser modifier le fond à leur guise.

On réintégrerait d'abord les sœurs dans les hôpitaux. Puis viendrait l'ammonition. Les sœurs ne peuvent pas marcher sans l'ammonition. A qui se confessaient-elles, et par qui faisaient-elles confesser les malades ?

L'ammonition conduirait tout doucement le curé à l'école, et quand ils seraient ainsi occupés on n'oserait plus leur demander d'aller à la caserne apprendre à payer l'impôt du sang.

Encore, aujourd'hui, les réintégréistes sont-ils moins affirmatifs qu'au premier tour de scrutin. La leçon qu'ils ont reçue les a portés à modifier leur allure. « Eh ! bien, disent les uns, réservons cette question-là, nous en ferons l'objet d'un referendum. » « Ne réintégréons pas tout de suite les autres. Laissons quelques hôpitaux pour les libres-penseurs. » Sans doute, comme autrefois on réservait dans un coin du cimetière un trou pour

les cadavres de ceux qui avaient refusé l'assistance de l'Eglise, à côté de ceux qui avaient eu maille à parir avec l'exécuteur des hautes-œuvres.

D'autres encore qui, dès la première heure, pour ainsi dire au saut du lit, avaient juré leurs grands dieux qu'ils n'étaient point pour la laïcisation, évitent soigneusement de se prononcer sur cette question brûlante ; ils aiment mieux rompre les chiens, découvrir un dérivatif, comme celui qui a utilisé le vieux coup de l'assassinat, préférant parler d'émigration que de s'expliquer sur la question cléricalle.

Heureusement, tout cela est maintenant, comme on dit, finesses cousues de fil blanc. On voit les points.

Les électeurs clairvoyants doivent être fixés malgré la variété des « trucs » employés pour surprendre leur bonne foi. Et nous voulons croire qu'ils le montrent encore aujourd'hui.

Il n'y a plus qu'un danger, mais celui-ci est grave, c'est l'abstention. Au deuxième tour de scrutin, le nombre des votants diminue presque toujours, quelquefois dans de notables proportions. Les raisons ? Elles sont diverses. Le beau temps qui engage à quitter le pavé brûlant de la rue pour aller respirer à pleins poumons de l'air pur sous les arbres. La certitude que l'élection était assurée par les indications du premier tour de scrutin, il n'est point besoin d'aller à la section porter son bulletin de vote.

Il importe de prendre garde à cela. Il y a des exemples d'élections qui paraissent assurées au premier tour de scrutin et que les abstentions du scrutin de ballottage ont fait échouer. Quel remède doit-on avoir lorsqu'on s'abstient, on voit son candidat échouer d'une voix. Tout le monde a présent à l'esprit le cas de M. Odélin, l'agent des Jésuites, entrant à l'Hôtel de Ville avec une voix de majorité.

L'abstention est encore occasionnée parce que l'électeur n'aperçoit pas, parmi ceux qui sont restés sur la brèche, le candidat en qui il avait mis toutes ses préférences. De cette abstention-là il faut aussi s'abstenir.

Le devoir est de voter pour celui qui se rapproche le plus de nos idées, surtout quand il doit écartier l'ennemi, le clérical.

Donc, aux urnes ! Pour Paris et pour la République.

LOUIS LUCIPRA.

## UN CANDIDAT EXUBÉRANT

M. Leguay, candidat boulangiste dans le quartier du Mail, soigne sa propagande. Les agents électoraux lui paraissent sans doute insuffisants, il s'efforce de faire lui-même à toutes les maisons.

Il est malin, vers onze heures, un personnel inconnu dans le quartier suit, en pas, en voiture découverte, la rue des Jeûneurs. Il distribue à droite et à gauche des sacs de chapeau aux passants, et qui, par politesse, se détournent pour ne rien devoir à ce monsieur aussi débordant d'urbanité.

Ce manège durait depuis quelques minutes sans provoquer beaucoup d'émotion, quand tout à coup le monsieur se mit à crier : « Vive Leguay ! »

C'est alors qu'il fut reconnu. C'était Leguay lui-même, qui s'adressait et chauffait sa précieuse candidature.

On n'est jamais mieux acclamé que par soi-même. Tout le monde en rit encore dans la rue des Jeûneurs.

## TOUT POUR NOS ENNEMIS

Une dépêche d'Angoulême annonce que la dernière séance du conseil général de la Charente, M. Derouède a fait part du résultat de ses démarches auprès du général Borel au sujet de l'invitation adressée au président de la République de venir recevoir par sa présence les fêtes qui seront données à l'occasion du concours régional.

M. Carnot, en renvoyant le conseil général de son invitation, a répondu qu'il ne pourrait pas s'y rendre. M. Vigor, ministre de l'Agriculture, a accepté en principe l'invitation du conseil général.

Tel est le compte rendu de la mission de M. Derouède.

Lorsque le député boulangiste a fait au conseil général l'étrange proposition d'inviter lui-même le président de la République, nous avons émis l'espoir que M. Carnot ne céderait pas aux sollicitations du plus brouillon et du plus lauréat adversaire de nos institutions.

M. Carnot, et nous l'en félicitons, a répondu à M. Derouède par une fin de non-recevoir.

Nous regrettons que M. Vigor ait accepté, bien qu'il n'ait accepté, dit la dépêche, qu'en principe.

Ce jeune ministre républicain ne saurait refuser aux ennemis de la République, et c'est à eux seulement qu'il ne refuse rien.

C'est une façon bizarre de se préparer ses élections prochaines.

Un autre fait qui nous inquiète, c'est l'envoi à la Chambre tous les députés disponibles, les obtiennent du ministère plus de faveurs qu'ils n'en pourront porter.

Nous cherchons en vain l'explication de cette tactique.

## PETITE BOURSE DU SOIR

Samedi 23 avril  
 3 0/0 ..... 95 1/2  
 Chem. Tunes ..... 100  
 Turc ..... 100  
 Egypte ..... 100  
 Banque Ottomane ..... 100  
 Tabacs Turcs ..... 100  
 Tendances calmes.

## LE NERF DE LA GUERRE

Dieu le veuille ! M. le ministre de l'Intérieur, qui est un brave à trois poils, a levé l'écrou.

En va-t-on guérir. Il livrera bataille aux intermédiaires — les républicains — lors des prochaines élections législatives, quand viendra l'automne.

En attendant, il fait appel à la bourse de ses fidèles, et avant même que les fidèles aient répondu à l'appel du saint prélat — un prélat est toujours saint, comme un économiste est toujours impitoyable — il frappe son propre chargé d'un impôt de guerre.

Le saint prélat a découvert que « la bonne presse est le seul remède efficace à opposer au déluge de mauvais journaux et de mauvais livres qui inondent les catholiques », aussi veut-il qu'un répertoire à profusion la Journal Le Croix — une inondation chassera l'autre, parait-il.

Mais pour organiser sa contre-inondation M. l'abbé ne peut pas se contenter de moins de cent mille francs. Dans son cercle confidentiel il dit que, ne reculant devant aucun sacrifice, malgré les charges académiques qui pèsent sur lui, il daigne s'insérer pour 500 francs.

Un peu de courage à la poche. La petite bourse est ouverte, il ne manque plus que quelques-uns de ces mille-cinq-cents francs, et l'on commence.

Il ne nous déplaît point de voir le nouveau Pierre l'Érudit prêcher la croisade et demander des gros sous. Le Trépas n'a prouvé pas la même chose. Il était que le prélat ne recueille quelques horions et que la bataille ne montre, sous son vrai jour, ce que veut le clergé, ce qui ne peut qu'être préjudiciable à la politique de ralliement, inventée par Léon XIII, dans laquelle le Trépas et le Centre-Droite ont mis toutes leurs espérances.

## La Rentrée des Chambres

Cet mardi prochain 25 avril, à deux heures, aura lieu la reprise de la session parlementaire.

Le Journal officiel publie l'ordre du jour de la séance de rentrée de chaque Chambre. Au Sénat, cet ordre du jour porte en tête :

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant le démantèlement de l'arsenal de Douai.

Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier la loi du 11 novembre 1902 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Première délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant modification des dispositions de la loi civile relatives à certaines actes de l'état civil et aux testaments faits soit aux armées, soit au cours d'un voyage maritime.

Deuxième délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux actes de procédure, de contentieux et d'administration des armées ou dans le cours d'un voyage maritime.

Mais cet ordre du jour sera peut-être modifié si le Sénat décide de discuter immédiatement le budget modifié de 1903, dont le rapport doit lui être distribué le même jour.

A la Chambre, l'ordre du jour, qui est très chargé, comporte en tête :

Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Jacques, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique le projet d'un canal maritime de Paris à Rouen.

Suite de la discussion du projet de loi adopté par le Sénat, sur les sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et sur le contrat de participation aux bénéfices.

Deuxième délibération sur les propositions de loi relatives à la suppression des octrois.

Deuxième délibération sur la proposition de loi tendant à l'organisation du crédit agricole populaire.

Première délibération sur le projet de loi ayant pour objet la création d'un accord de crédit agricole et populaire.

Nous rappelons que, pour chaque Chambre, on annonce le dépôt d'une interpellation relative à l'affaire Turpin. Au Sénat, c'est M. Edmond Magnier qui en a pris l'initiative ; à la Chambre, c'est M. Angellès.

## CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni, hier matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Carnot. Tous les membres du cabinet étaient présents.

M. Guizot, ministre des sciences, a fait signer un décret aux termes duquel une interdiction de séjour a été prononcée contre M. Hénault, avocat général près la même cour, en remplacement de M. Lenoir.

Avant-garde près la cour de cassation : M. Cruppi, substitut du procureur général à la cour de Paris, et Duval, directeur du personnel au ministère de la justice.

Le reste du mouvement concerne la province.

Le garde des sceaux a fait connaître le sens de la réponse qu'il ferait aux interpellations au nom de la justice de la grâce de M. Turpin. Il répondra d'abord à l'interpellation de M. Angellès au Sénat, qui a été déposée la première, et ensuite à celle de M. Angellès à la Chambre.

Le gouvernement se refuse à entrer dans le détail de l'affaire. Il se bornera à indiquer qu'il n'a fait, en matière de Turpin, qu'une prérogative constitutionnelle et que, d'ailleurs, cette grâce est conforme aux vœux de toutes les personnes qu'il y avait lieu de consulter.

Le président du conseil, les ministres des finances et des travaux publics ont rendu compte de l'entrevue qu'ils ont eue avec la commission sénatoriale des finances au sujet du budget de 1903.

Ils ont fait connaître que l'accord est établi.

Le conseil a décidé de demander à la Chambre de décider pendant que le Sénat discute le budget, le projet modifiant la fonction de la loi de 1890 sur la police de Paris, en vue d'augmenter la qualité des préfets.

Viendrait ensuite la discussion du projet sur les sociétés coopératives et celle sur l'organisation du crédit agricole.

## L'INCENDIE

DE LA RUE DE RIVOLI

Terrible accident — Le feu dans un magasin de mercerie — Le sauvetage des locataires — Trois femmes asphyxiées.

Les habitants de l'immeuble sis au numéro 14 de la rue de Rivoli ont eu hier un terrible réveil : un incendie s'était déclaré à l'entresol et déjà l'unique échelle était en flammes, quand l'alarme fut donnée. C'est par les fenêtres et le toit que les sauveteurs ont pu s'élever ; mais malgré la promptitude des secours, le sinistre a causé la mort de trois personnes.

« A la Providence »

La maison incendiée occupe l'angle formé par la rue de Rivoli et de Beauregard ; le rez-de-chaussée et l'entresol en sont entièrement occupés par de vastes magasins de mercerie, de toiles et de bonneterie, à l'enseigne « A la Providence », et appartenant à M. A. Lalou.

Un seul escalier dessert les six étages de l'immeuble en s'éclairant par une petite cour, qui s'élève également à l'arrière de la rue du boulevard portant le numéro 3.

Les deux immeubles en sautoir dans cette petite cour ne permettent à l'escalier que de prendre jour sur une sorte de courtois qui fait alors l'office d'une haute cheminée, étant donné d'ailleurs que l'escalier du numéro 14 n'était d'ailleurs entièrement restauré (les verrous étaient à peine ouverts) que quelques jours auparavant.

De cette lecture il résulte, que de l'avis de M. Chevalier, les tubes-canon sont d'une préparation facile, qu'ils coûtent peu de temps, peu de soins et peu d'argent ; ils sont susceptibles de servir en calculant la poudre sur la force de résistance. Cette résistance est plus grande qu'on ne le supposait à la première vue de ces armes grossières. A 55 grammes de charge de poudre, vingt balles sur vingt-cinq touchent le but et le pénétrant à une distance de quarante-cinq mètres. A soixante-cinq grammes le tube a éclaté, mais quatre balles sont arrivées.

M. Dupouy, capitaine d'état-major d'artillerie, en garnison à Vincennes, donna des détails sur les poudres.

Trois espèces de poudres, dit-il, nous ont été soumises ; nous les avons essayées avec les épreuves ; deux de ces poudres étaient d'excellente qualité, meilleure que celle des arsenaux ; la différence en leur faveur était d'un cinquième ; la troisième ne valait rien.

(A suivre)

## MÉMOIRES

de

**M. LAGRANGE**

Chef de la Police secrète sous Napoléon III

X

Les agents secrets

(Suite)

Or, celui qui n'aurait été justement un des dénonciateurs.

Le juge d'instruction me fit aussitôt demander, et me remit un mandat d'amener, que je ne devais exécuter d'ailleurs qu'après m'être entouré de tous les renseignements nécessaires.

Or mes proches finirent par avouer que, s'ils avaient dénoncé le chiffonnier, c'était pour que, pendant son séjour en prison, sa femme fût libre de se donner à son amant !

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays, y compris la Suède et la Norvège. S'adresser pour traiter à l'administration du journal.

Ces honnêtes gens furent condamnés à deux ans de prison !

Il y a enfin des gens qui ont la monnaie de la dénonciation.

A quel mobile pouvait bien obéir l'héroïne de l'histoire suivante ?

Nous sommes à la préfecture une dénonciation émanant d'une comtesse italienne, demeurant à Montebello, et qui nous offrait les plus graves révélations sur un complot. Nous n'avions qu'à envoyer quelqu'un de sûr. A la gare de Montebello, se trouvait un nègre (sic), qui conduisait l'agent là où il faudrait.

Je me décidai à partir moi-même. J'arrivai à Montebello, et je trouvai le nègre. Mais celui-ci me déclara que la comtesse était en voyage et qu'elle ne serait de retour que dans trois ou quatre jours.

Nous primes un autre rendez-vous ; et pour luer le temps, je poussai jusqu'à Vénise.

Je revins au moment fixé et je retrouvai le nègre et avec lui un inconnu qui me dit être le gendre de Garibaldi et me tint les discours les plus incohérents du monde. Il n'y avait pas ombre de complot réel et je dus m'en revenir comme j'étais parti.

On voit que le monde des dénonciateurs est si nombreux qu'il renferme toutes les variétés de la gredinerie humaine, et n'est guère fait pour donner à qui doit s'en servir une haute estime de l'humanité.

Les conspirateurs valent-ils beaucoup mieux ? Le lecteur va en juger.

On voit que le monde des dénonciateurs est si nombreux qu'il renferme toutes les variétés de la gredinerie humaine, et n'est guère fait pour donner à qui doit s'en servir une haute estime de l'humanité.

Les conspirateurs valent-ils beaucoup mieux ? Le lecteur va en juger.

On voit que le monde des dénonciateurs est si nombreux qu'il renferme toutes les variétés de la gredinerie humaine, et n'est guère fait pour donner à qui doit s'en servir une haute estime de l'humanité.

Les conspirateurs valent-ils beaucoup mieux ? Le lecteur va en juger.

On voit que le monde des dénonciateurs est si nombreux qu'il renferme toutes les variétés de la gredinerie humaine, et n'est guère fait pour donner à qui doit s'en servir une haute estime de l'humanité.

## Le complot de la Reine-Blanche

Dès 1852, les complots s'organisent contre le régime nouveau.

Le premier en date est celui dit de la Reine-Blanche qui consistait de la part des conspirateurs une science peu commune dans l'art de fabriquer des engins de destruction.

Après une surveillance motivée par des dénonciations, M. Nusse se transporta le 30 juin 1852 dans une maison du quartier Moutfard, rue de la Reine-Blanche.

Là, on découvrit quantité d'armes, un dépôt d'armes et des cartouches.

A la suite d'une longue instruction, quinze inculpés furent renvoyés devant le tribunal correctionnel, sous inculpation de société secrète, de fabrication et de détention d'armes de guerre.

Voici les noms des accusés : Antoine-Vigier, ancien officier de marine ; Bernard Durand, tailleur et concierge, né à Tarbes ; Angèle Robert, femme Durand ; Paulin Durand, tailleur, né à Mont-de-Marsan ; Louis-Charles-Joseph Corbet, tourneur à Paris ; Auguste Ménard, charbonnier ; Jean Borthé, bottier ; François-Henri Pâté, menuisier ; Charles-Constant Carpeze, layetier ;

Alexandre-Auguste Brasseur, ébéniste ; Joseph Machinal, ébéniste ; Claude Pelletier, fabricant de bronze ; Pierre dit François Gradellet, tailleur ; Marie-Adèle-Joséphine Poulou, femme Desmarres, polisseuse ; Joseph-Henri Pavre, médecin. Vigier seul était en fuite.

A l'ouverture de l'audience, le public regardait avec une curiosité bien naturelle, plusieurs commissionnaires, l'ordrelement chargé, qui déposaient près du bureau du greffier les nombreuses pièces à conviction. Ces pièces se composaient de tuyaux en fonte, préparés en forme de canon, au nombre de huit, dont un seul avait plus d'un mètre de long, les autres n'ayant qu'un demi-mètre environ ; d'un fusil d'armes, fusils et balles ; de livres-brochures, de volumes, paquets de journaux, de boîtes contenant du salpêtre, du soufre, du charbon, de gravures et estampes, et d'un costume d'officier de marine, habit bleu galonné d'or et le chapeau tricorne.

M. Carnot, armurier du passage de l'Opéra, avait été chargé d'examiner les instruments saisis et de faire un rapport sur leur fabrication, leur usage possible et leur danger.

On m'a remis, dit-il, des tubes en fonte, dits d'artillerie, employés communément dans les bâtiments et maisons à la conduite des eaux pluviales ou ménagères ; il y en avait de deux sortes, des tubes droits et des tubes coudés. Ces tubes étaient évidemment destinés à

lancer des projectiles, car on les avait préparés en forme de canon ; une des extrémités était bouchée avec du ciment romain, ce qui formait culasse, ils étaient percés d'une lumière. Les uns étaient recouverts d'une forte toile grise, emboîtée de colle forte, ce qui les rendait plus solides et empêchait les dangers de leur éclatement. Les autres étaient nus ; il y en avait qui



## L'alarme

C'est un garçon de magasin de la Providence qui le premier s'est aperçu de la chose, le gendarme Alphonse Durieux.

N'étant pas très solide ces jours-ci, dit-il, le patron m'avait donné la permission de rester couché un peu plus tard. C'était donc dans ma petite chambre au fond derrière les magasins de l'escalier, il était à peu près six heures et demie, et le venant à peine de m'éveiller quand j'entendis comme un trépidement.

Je me levai, et en chemise j'entre dans les magasins. Ah ça ça tombait déjà bien.

Je ne fais qu'un saut; j'avais entendu rentrer M. Charrenson, l'industriel de la maison; il était dans le sous-sol. Je lui criai :

« Arrivez vite, les chapeaux brûlent ! Il y a le feu partout ! »

J'ai à peine eu le temps de passer un pantalon et de me jeter dans l'escalier.

Voici maintenant le récit de M. Charrenson :

Comme d'habitude, je suis arrivé ce matin à six heures et demie.

J'avais dit au garçon qui était malade de ne pas se lever, que la locomotive au sous-sol ne devait pas brûler, et d'aller le gaz, ainsi que les réservoirs, afin que les employés, en arrivant, puissent se mettre aussitôt au travail.

Il y avait à peine quelques minutes, certainement pas plus de dix, que j'étais au rez-de-chaussée, lorsque le garçon me cria : « Revenez vite, le feu est à la maison. »

Je venais cependant de passer, quelques instants auparavant, à côté de la locomotive d'essai, et j'avais remarqué qu'elle brûlait.

Je me suis alors précipité dans l'escalier, descendant à l'étage où se trouvait la locomotive, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

Le feu était au rez-de-chaussée, et j'ai vu que le feu était au rez-de-chaussée.

sauf quelques économies et monta dans sa chambre, au sixième, mais n'en put redescendre.

On retrouva son cadavre étendu en travers du couloir.

Originaire du Jura, la pauvre jeune fille n'était à Paris que depuis deux jours. Son cadavre a été laissé dans sa chambre.

La troisième victime, Mme Blondin, pauvre troixagénaire qui assistait le bureau de bienfaisance, n'avait pas eu la force de sortir de chez elle. Sa chambre, située juste en face de l'escalier, fut bientôt envahie par les flammes. On retrouva le cadavre de la pauvre vieille absolument carbonisée : on l'a transporté à la Morgue.

**Le service d'ordre**

Le service d'ordre était organisé par MM. Laval, commissaire de police et Buisson, officier de paix. Une foule énorme s'était massée aux abords de la maison incendiée; on dut barrer complètement en deux et au-delà la rue de Rivoli qui ne fut rendue à la circulation que vers midi.

Se trouvaient sur les lieux dès la première heure :

MM. Lorc, préfet de police, Grélot, secrétaire général de la préfecture de la Seine, Laurent, secrétaire général de la préfecture de police; Buisson, lieutenant-colonel des pompiers; MM. Le Harzard, Failliot, Gaillet, adjoints au maire; Opportun, conseiller municipal.

Vers huit heures, le sinistre fut circonscrit, mais ce n'est qu'à dix heures que les pompiers purent noyer les débris.

**L'enquête — Les dégâts**

Dans l'après-midi, M. Rapinasse, juge d'instruction, s'est rendu sur les lieux. L'enquête a démontré que le feu avait pris dans un rayon de chapeaux de paille à l'entresol.

La cause en est inconnue, mais elle est considérée d'ores et déjà comme accidentelle.

On suppose que c'est un ouvrier qui, en fumant, a dû jeter, par inadvertance, une allumette ou une cigarette dans ce rayon de chapeaux.

Les dégâts s'élevaient à 150.000 francs. Les magasins de l'entresol sont entièrement détruits.

L'escalier est sérieusement endommagé. On a dû l'élever dans l'après-midi et l'accès n'est été autorisé qu'aux locaux de l'immeuble incendié.

Le rez-de-chaussée a eu à souffrir des jets d'eau qui ont détérioré une quantité considérable de marchandises.

Aux étages supérieurs, les dégâts sont insignifiants; ils consistent en quelques portes enlaidies; quelques tentures brûlées.

Durant toute la journée, une foule nombreuse s'est tenue devant l'immeuble incendié.

**Pour les victimes**

Sur l'initiative de M. Adam, avocat à la Cour d'appel, qui habite 72, rue de Rivoli, une souscription a été ouverte dans le quartier pour parer aux premiers frais des obsèques et venir en aide aux familles des victimes de l'incendie.

La municipalité de l'arrondissement, les conseillers municipaux et de nombreux négociants ont, dès hier, versé entre les mains de M. Adam plusieurs centaines de francs.

Les obsèques de Mlle Simonin et de Mme Joly auront lieu lundi. Hier n'est encore décidé pour Mme veuve Blondin dont le corps est à la Morgue.

**LE BUDGET AU SÉNAT**

**L'impôt sur les opérations de Bourse**

Le rapporteur général de la commission sénatoriale des finances, M. Boulanger, a soumis hier à celle-ci le texte du projet relatif à l'impôt sur les opérations de Bourse.

Ce texte a été rédigé après les lignes générales que nous indiquions hier. En voici la teneur :

Article premier. — A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1904, tout achat ou vente de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature donnera lieu à la perception d'un droit de timbre dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 2. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 3. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 4. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 5. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 6. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 7. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 8. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 9. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 10. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 11. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 12. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 13. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 14. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

Article 15. — Les opérations de Bourse, c'est-à-dire les achats et ventes de valeurs mobilières ou de valeurs de toute nature, sont assujetties à l'impôt dont le montant sera fixé à 0 fr. 25 par 1.000 fr. de valeur.

seront la moitié de cette taxe; les magasins de 200 à 400 employés paieront le quart de la taxe, les magasins ayant de 400 à 201, le huitième.

Les magasins ayant moins de 200 employés ne paieront pas la surtaxe sur les spécialités, mais ils seront frappés d'un droit supplémentaire et fixe, ainsi établi :

200 francs pour les magasins ayant de 11 à 200 employés, et 300 francs pour les magasins ayant de 101 à 200 employés.

Le résultat de cet impôt sera de frapper les grands magasins d'une surtaxe de patente, en principal, qui sera pour le Louvre et le Bon Marché de 50.000 francs environ, et pour le Printemps de 15.000 francs.

En dehors de cette taxe par spécialité, les grands magasins paieront la taxe d'après la valeur locative et la taxe par employé.

Au total, le Louvre paiera en principal 425.000 francs, le Bon Marché 453.000 francs; avec les centimes additionnels qui doublent ces chiffres, on arrive pour chacun de ces magasins au chiffre d'un million de patentes.

En ce qui concerne les patentes des professions libérales, médecins, avocats, avoués, la Chambre avait décidé que la patente leur serait applicable quand ils auraient un loyer de 3.000 francs. Le Sénat avait repoussé cette disposition : la commission des finances a porté cette limite à 4.000 francs.

Enfin la commission a maintenu sa décision relative à la réforme des boisements qu'elle persiste à vouloir dissocier du budget de 1904.

**La discussion publique**

Le rapport général de M. Boulanger sera déposé sur le bureau du Sénat mardi, le jour même de la rentrée du Parlement.

Mais, comme aux termes du règlement du Sénat, un délai minimum de vingt-quatre heures doit s'écouler entre le dépôt du rapport et sa discussion, ce n'est que mercredi, dans une séance du matin, que le Sénat se prononcera sur les nouvelles modifications apportées au budget.

La séance de rentrée sera consacrée à la discussion de l'interpellation de M. Edmond Maginier sur l'affaire Turpin.

Il n'est donc pas question, ainsi qu'on l'a annoncé, de convoquer extraordinairement le Sénat pour demain.

**LES FÊTES DE ROME**

Les fêtes de Rome continuent. Elles ont même leur répercussion. Hier, en effet, les notabilités de la colonie italienne sont allées exprimer à M. de Bessmann leurs sentiments de deuil et de respect pour le roi et la reine dont on célèbre les noces d'argent.

A Rome et dans toute l'Italie, les manifestations suivent leur cours régulier. Quelques réserves que nous ayons à faire sur ces démonstrations, nous publions les dépêches que l'Agence Havas nous communique :

Rome, 22 avril. De toute l'Italie des dépêches arrivent annonçant que partout des salves d'artillerie ont été tirées à l'occasion des noces d'argent du roi et de la reine.

Les municipalités ont publié des manifestes et envoyé au Quirinal des dépêches de félicitation.

Par tout les maires ont parades, les écoles ferment, et même les magasins.

Les journaux publient des articles sur les souvenirs d'Italie.

A Rome, aux abords du Quirinal, une foule énorme assistait au défilé des sociétés qui venaient présenter leurs félicitations au roi et à la reine.

On recevait les bureaux des Chambres, le roi et la reine.

« Mon cœur exulte de me voir entouré de tant d'amour et de dévouement. C'est avec un patriotisme ardent que je reçois ces témoignages de votre affection. Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

« Je suis sûr que vous m'avez tous fait passer une heure délicieuse. »

La revue des troupes des garnisons de Bordeaux et de Libourne effectuée dans le cadre de deux régiments d'infanterie, un de hussards, un de dragons, un escadron de train et des services auxiliaires.

Quatre heures le général arriva, suivi de son état-major. Il passa sur le front des troupes, puis l'infanterie défila par compagnie à distance, puis en colonne de bataillon, et enfin deux régiments en ligne défilèrent s'avançant à pas de charge sur le général, tous les drapeaux déployés.

Les mouvements ont été exécutés avec une régularité parfaite. Les troupes ont passé d'une formation à une autre avec rapidité et ordre.

Le mouvement s'est terminé par la formation en carré.

Le général Ferron a fait en paroles élogieuses et émus ses adieux au colonel Nigot, qui prend sa retraite.

Le commandant de cavalerie ont défilé d'abord en trot, puis au galop; finalement ils ont chargé en ligne dans la direction du général.

Les mouvements ont été également exécutés avec précision et ordre.

Aucun incident ne s'est produit.

**AU DAHOMEY**

Le ministre de la marine a reçu un télégramme du général Dordès daté de Kotonou, 21 avril. Le général est à Kotonou, attendant le départ du Dahomey, annoncé pour hier. Le roi Toffa est venu l'accompagner et a télégraphié pour remercier son oncle et son beau-père.

Le général Dordès a signalé que le pays est très calme et qu'il connaît qu'il laissera le commandement au colonel Lambinet, de l'infanterie de marine.

La commission de délimitation de la frontière franco-allemande a terminé ses opérations.

**Le Congrès catholique de Toulouse**

Le congrès régional catholique de Toulouse vient de clore ses travaux.

Les vœux suivants, qui ont été adoptés, donnent une idée de la direction que le parti catholique voudrait donner à la République :

1<sup>er</sup> Les catholiques réclament avec énergie la liberté absolue de l'enseignement, mais ils acceptent et défendent, en attendant, toutes les propositions qui entraîneraient pour le présent la suppression de la situation actuelle.

2<sup>e</sup> En ce qui concerne l'enseignement primaire, le congrès réclame la liberté de choix des livres de famille.

3<sup>e</sup> En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le congrès réclame la liberté de choix des livres de famille.

4<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

5<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

6<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

7<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

8<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

9<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

10<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

11<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

12<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

13<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

14<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

15<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

16<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

17<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

18<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

19<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de prévoyance.

20<sup>e</sup> Le congrès réclame la suppression des corporations, qui ont lésé l'ouvrier dans l'industrie et la liberté de la presse, la limitation de la durée du travail, la liberté d'association, la diminution des impôts, la réforme des lois sur les sociétés anonymes, la répression de l'espionnage et de la spéculation malséante, la réduction des cotisations de secours et de pré







